



grobiosciences

Cafés-débats de Marciac
Comprendre les agricultures du monde

Avril 2005

Entre fractures et mutation, quelle place pour la Chine rurale ?

*Avec Claude Aubert,
ingénieur agronome,
directeur de recherche Inra.*

*Organisé par
la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers
et la Mission Agrobiosciences*

Edité par la Mission Agrobiosciences.

La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région
par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Renseignements : 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



Claude Aubert

Ingénieur agronome de formation, Claude Aubert a toujours tenu à appuyer ses travaux scientifiques sur de solides enquêtes de terrain. Pratiquant couramment la langue chinoise, il a ainsi longuement sillonné la Chine rurale. C'est au plus près des familles paysannes et des structures agraires qu'il a mené ses recherches, observant le processus de décollectivisation, assurant une veille économique concernant les développements des productions, des politiques et des échanges. Après avoir observé le retrait progressif et inégal des monopoles d'Etat, Claude Aubert s'attache ces dernières années à analyser les migrations rurales massives, qui préfigurent l'exode à venir. Parallèlement, ses études sectorielles, concentrées sur les productions de grains et l'élevage, ainsi que ses longues incursions dans la Plaine du Nord et le Moyen Bassin du Yangzi pour en observer les systèmes agraires et les comportements des agriculteurs, en font l'un des meilleurs spécialistes français de l'économie paysanne de la Chine.

Les questions du Groupe Local de Réflexion ¹

Restituées par Eliane Crepel, infirmière.

- L'autosuffisance alimentaire est-elle acquise pour la population chinoise, y compris pour les paysans qui quittent la campagne pour la ville ?
- Cet exode rural en marche ne débouche-t-il pas sur l'émergence d'une classe très pauvre, susceptible de constituer des bidonvilles en pourtour des agglomérations ?
- La migration intérieure qui accompagne le développement très rapide des industries, concerne quels paysans : les ouvriers agricoles, des métayers, des petits fermiers, des propriétaires ? Et, dans ce cadre, que devient la terre ?
- Enfin, qu'en est-il de la mutation culturelle ? Plus précisément, constatez-vous des mutations dans les modes de vie au sein des villages, les rythmes de production, les comportements alimentaires ?

(1) Le Groupe Local de Réflexion, constitué dans le cadre de la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers et animé par Gilles de Mirbeck, rassemble des agriculteurs, élus et citoyens en amont des cafés-débats, pour échanger leurs points de vue et questionnements.

La conférence

L'exode des paysans chinois, aux portes des cités Interdites...

Avec une agriculture devenue minoritaire en termes d'emplois, mais aussi en terme de revenu paysan, comment s'étonner de la formidable croissance des villes chinoises, qui concentrent désormais 40 % de la population ? Fruit de la décollectivisation et d'une mutation en marche, l'exode rural est à la dimension du continent. Il faut dire que dans l'Empire du Milieu où les extrêmes sont légions, mieux vaut être citadin que paysan... Croulant sous un véritable fardeau fiscal, en butte aux « tyranneaux » locaux, les agriculteurs n'ont d'autre choix que de compléter leurs revenus par des emplois non agricoles, quitte à chercher du travail dans les métropoles, mais sans pouvoir y loger leurs familles.

« J'avais prévu d'aborder tous les points que vient d'évoquer le groupe de réflexion, à l'exception du mode de vie paysan, plus difficile à cerner car il faut pour cela partager la vie des familles. Pour ma part, j'ai vécu un an dans un village de Taiwan, avec mon épouse qui en est originaire. Mais, depuis 25 ans, les autorités chinoises nous refusent un tel séjour sur leur territoire. Je me borne donc à interroger les paysans et à leur demander ce qu'ils cultivent et ce qu'ils mangent, combien ils gagnent, etc.

Cela dit, Taiwan et la Chine du Sud, ne sont séparées que par un détroit et leurs cultures paysannes sont très proches, particulièrement en ce qui concerne les systèmes de croyance, le culte des ancêtres, l'organisation de la famille et des mariages. Si cela vous intéresse, je peux répondre à ces questions à la fin de mon exposé.

Mais auparavant, quelques mots sur l'agriculture chinoise. Dans ce pays peuplé de 1 milliard 300 millions d'habitants, et dont la superficie représente vingt fois la France, les productions agricoles sont considérables. La Chine est ainsi le premier producteur au monde de « paddy » (riz non décortiqué), avec 200 millions de tonnes par an. Le blé avoisine les 100 millions de tonnes – contre 60 millions aux Etats-Unis -, la production de viande atteint 70 millions de tonnes dont 45 millions de tonnes pour le porc. Une masse énorme, ce qui n'a en soi rien d'étonnant à l'échelle du continent.

Moins de riz, plus de viande

Ce pays est néanmoins relativement pauvre. Le PIB avoisine 1.100 dollars par personne et par an - en parité de pouvoir d'achat, traduit en pouvoir d'achat réel, cela équivaut à environ 4.500 \$ par an et par personne. Pour mémoire, ce revenu moyen est de 35 000 \$ aux Etats-Unis, de 25 000 \$ en France et de... 2 500 \$ seulement en Inde. Cela permet de mieux situer la Chine, qui figure parmi les pays émergents. Fait étonnant : dans ce contexte, l'agriculture produit quand même suffisamment pour nourrir la plus grande partie de la population et ce, avec une alimentation d'un bon niveau calorique, avec une part carnée satisfaisante.

Pour donner un ordre de grandeur, précisons que si les Chinois ne consomment que 170 kg environ de céréales par tête et par an, ce qui est à peu près l'équivalent de l'Inde, ils mangent plus de 50 kg de viande d'après les statistiques officielles, soit dix fois plus que les Indiens.

C'est là le signe d'une transition du régime alimentaire. Plus la Chine se développera, plus la consommation directe de céréales, blé et riz, déclinera au profit de la viande, à l'instar de Taiwan.

L'agriculture chinoise est donc performante, y compris au niveau de ses rendements. Là encore, les chiffres ne sont pas forcément très exacts, mais, grosso modo, le rendement serait de 6 tonnes par hectare et par récolte pour le riz (paddy), ce qui est très élevé. De même, la productivité avoisine les 4 tonnes par hectare pour le blé, et les 5 tonnes par hectare pour le maïs. C'est certes très inférieur, pour le blé et le maïs, aux rendements français, mais n'oublions pas que ce sont là les chiffres pour l'ensemble d'un continent, qui comporte des provinces misérables et très arides aux côtés de provinces riches et bien irriguées. Il s'agit donc bien d'un niveau de production élevé de la part d'une agriculture très intensive qui est issue de la Révolution Verte. Bon nombre de détracteurs de ce processus de modernisation ont dénoncé pour conséquence l'appauvrissement des plus démunis. En fait, pour différentes raisons, cela n'a pas été le cas en Chine. Surtout, s'il n'y avait pas eu la Révolution Verte, avec l'irrigation qui a commencé en Chine du Nord avec les puits tubés dans les années 70, les engrais chimiques, les variétés naines de blé et de riz dans les années 70 et, aujourd'hui, les variétés hybrides, jamais la Chine n'aurait pu connaître ces hauts niveaux de production qui permet d'approvisionner sa population.

Un système « foncièrement » égalitaire...

Autre aspect majeur : il s'agit d'une agriculture de minifundias. Très schématiquement, 200 millions de familles paysannes cultivent 100 millions d'hectares. Cela signifie qu'une famille agricole vit en moyenne sur 1/2 ha. Avec les doubles récoltes – du blé puis du maïs dans le Nord, deux récoltes de riz dans le Sud –, cela équivaut à 3/4 d'ha par foyer. Des superficies très modestes, donc, mais très égalitaires. Un phénomène issu de la décollectivisation, à partir du début des années 80 : la terre reste collective mais elle est affermée par le village aux familles, qui se sont vues attribuer la terre au prorata du nombre de têtes. Un système foncier relativement stable car les contrats ont été d'abord faits pour 15 ans, puis pour 30 ans, et ne peuvent théoriquement pas être modifiés. Les familles s'arrangent donc entre elles s'il y a un mariage ou un deuil : elles louent de manière informelle le droit de mise en valeur de la terre à un voisin. Il n'y a ainsi aucun phénomène de concentration foncière.

De même, malgré quelques nuances, il existe une grande homogénéité des structures d'exploitation du Nord au Sud de la Chine. Si on divise la superficie récoltée par le nombre de familles, la fourchette demeure très étroite : elle va de 0,5 ha dans le Sud de la Chine à 0,8 ha dans la plaine du Nord. A une exception près, la Mandchourie, qui connaît de grandes surfaces cultivées, et où les exploitations sont en moyenne de 1,5 ha.

Cette cohésion est issue d'un mode de mise en valeur très homogène, malgré des cultures tout à fait différentes entre un Nord producteur de blé et de maïs et un Sud producteur de riz et de canne à sucre. Car malgré ces spécificités, ce sont les mêmes terres agricoles et les mêmes instruments : une agriculture très intensive dont toutes les étapes jusqu'à la récolte sont faites à la main, à l'exception du labour d'automne pratiqué au motoculteur pour enfouir le fumier. Quant au sol, il faut savoir que le Chinois ne sait pas mettre en valeur les pentes : il pratique donc les terrasses ou les terres plates, avec une irrigation par submersion.

Enfin, les Chinois sont homogènes au niveau de l'ethnicité. Malgré quelques "minorités" importantes, - comme les Ouïgours au Xinjiang ou les Tibétains –, 90 à 95 % de la population est constituée de Han. Même s'ils ne parlent pas la même langue au Nord et au Sud, ils partagent les mêmes pratiques culturelles.

Une agriculture d'auto-consommation

Ces similarités sont d'autant plus étonnantes qu'il semble impossible de vivre sur un demi-hectare. Comment font ces agriculteurs ? Eh bien, ils pratiquent une économie paysanne, caractérisée l'auto-exploitation de la main-d'œuvre familiale qui n'est donc pas rémunérée, ainsi que par la pluriactivité. La quasi-totalité des exploitations agricoles chinoises ont des sources de revenu non agricoles qui leur sont essentielles : le mari qui travaille à la petite usine du canton, le fils qui est parti en ville pour travailler dans le bâtiment, etc.... Au niveau des revenus nets des ménages paysans – qui comprennent l'autoconsommation paysanne –, l'agriculture ne correspond qu'à 45 % du total des revenus. Une économie familiale qui permet de subsister, mais pas de sortir de la pauvreté. C'est là que je souhaite aborder les deux grandes fractures que connaît la Chine agricole.

En dehors des ressources non agricoles, les revenus des paysans servent d'abord et principalement à l'autoconsommation. Les revenus issus des cultures qu'ils vendent, que ce soit les céréales – jusqu'à l'année dernière il y avait des quotas de vente à l'Etat –, le coton ou les arachides, servent essentiellement à acheter les intrants et à payer les impôts, qui sont très élevés. A côté, il y a certes un « petit » élevage de basse-cour et porcins – au total, 500 millions de porcs abattus, mais à diviser par 200 millions de familles paysannes... -, qui fonctionne à la manière d'une cagnotte : la vente d'un cochon fournit de l'argent frais pour le Nouvel An. Les œufs servent de monnaie d'échange au quotidien, ou pour les cadeaux. Et puis, ces cours de ferme contribuent à l'apport alimentaire carné des familles, plutôt élevé comme on l'a vu. Reste que cette agriculture pauvre d'autoconsommation, même avec des revenus monétaires extérieurs, ne peut absolument pas rivaliser avec les revenus citadins. Et l'écart se creuse de plus en plus.

Le fardeau fiscal

Cette pauvreté du rural se voyait moins en effet du temps de la collectivisation. Depuis que la main-d'œuvre a été libérée, qu'elle s'est mise à travailler plus efficacement, les prix agricoles ont été relevés. Du coup, au milieu des années 80, les revenus paysans ont augmenté pour atteindre jusqu'à la moitié des revenus urbains. Mais depuis, la situation s'est dégradée : en 2004, le rapport entre revenus paysans et revenus urbains était de 1 à 3. Evidemment, cet écart se reflète dans la consommation alimentaire. Les citadins consomment ainsi presque deux fois plus de viande par personne et par an. Dans certaines provinces agricoles, comme le Henan, au centre, cette consommation n'atteint que 5 à 10 kg. C'est très peu. On n'y mange de la viande qu'une fois par semaine ou par mois. Mais par contre, avec les céréales, on mange à sa faim.

Bien d'autres signes révèlent ce fossé entre citadins et ruraux : on compte ainsi 15 frigos pour 100 familles paysannes, contre 90 pour 100 familles urbaines. Or le frigo, c'est essentiel, pour conserver les aliments par des températures qui, l'été, peuvent atteindre 40°C.

De fait, les grandes villes chinoises ressemblent à leurs sœurs occidentales, avec de larges avenues, des supermarchés – il doit y avoir 55 Carrefour en Chine –, un mode de vie très proche du nôtre, tandis que les campagnes sont figées depuis le milieu des années 80.

Et ce ne sont pas les impôts qui rééquilibrent la situation... Tandis que les citoyens ne payent des impôts qu'à partir de revenus supérieurs à 800 yuans par mois – les ressources de l'Etat sont principalement issues des entreprises – avec une éducation quasiment gratuite jusqu'au secondaire, et une couverture sociale correcte, les paysans sont accablés par un véritable fardeau fiscal. En la matière, les chiffres officiels ne reflètent pas la réalité. Ils annoncent atteindre 5 à 7 % du revenu net familial, alors que dans les enquêtes que j'ai faites, les impôts représentent plutôt entre 10 et 20 % de ce revenu. Cette fiscalité revêt plusieurs formes. Il y a d'abord l'impôt agricole, des taxes payées directement au district, mais aussi les retenues pour les finances du canton, qui connaît une très grosse bureaucratie à entretenir et un important poste pour l'éducation. En clair, ce sont les paysans qui paient les instituteurs en titre du canton. Puis, en plus, ils doivent payer directement en liquide le professeur, dans le village ou au collège. Et ce n'est pas rien, de l'ordre de 150 yuans par semestre et par élève pour l'école primaire, et jusqu'à 450 yuans dans le collège, pour un revenu paysan monétaire très faible. Enfin, s'y ajoutent les retenues destinées aux villages. Officiellement, ces ressources devraient alimenter des fonds communs : bienfaisance, etc. Ce n'est pas le cas, l'argent allant dans les poches des cadres villageois. Cette charge fiscale considérable est par ailleurs aggravée par le système de pouvoir local, avec de petits tyrans de village qui sont chargés de transmettre les versements au canton, ce dernier redistribuant ensuite aux différents échelons. Pour la perception, très souvent, au moment de la vente des récoltes à l'Etat, le comptable du village est aux côtés du chef du bureau des grains et d'un représentant de la milice pour prélever directement à la source l'argent du paysan. C'est un problème énorme en Chine, qui provoque régulièrement des révoltes très violentes.

Une paysannerie massivement pauvre

Une seconde ligne de fracture passe entre les campagnes elles-mêmes, celles qui sont à l'ouest, au centre et à l'est. Imaginez un gradient du revenu qui part de la province de l'ouest la plus pauvre, le Guizhou, dans une région montagneuse, et qui aboutit à l'est, dans la province du Zhejiang, la plus riche. Entre les deux, le revenu moyen paysan varie de 1 à 3. C'est pourquoi la Chine, d'idéologie égalitariste issue du maoïsme, est un des pays les plus inégalitaires au monde. Prenez le coefficient Gini. Celui-ci mesure le degré d'inégalité de la distribution des revenus, à l'aide d'un nombre compris entre 0 et 1. 0 étant l'égalité parfaite, 1 l'inégalité parfaite (une seule personne concentre tous les revenus). Eh bien, ce coefficient est de l'ordre de 0,42 à 0,46 en Chine, alors qu'il n'est « que de » 0,38 en Inde.

Malgré tout, la grande pauvreté en Chine est quand même très limitée, du fait que tout le monde a accès à la terre. Evidemment, dans les terroirs pauvres et arides du nord-ouest, semi-désertiques, les paysans sont très démunis. D'après les chiffres officiels, il y aurait 29 millions de pauvres sur 800 millions de ruraux, ce qui n'est pas beaucoup. D'après les critères de la Banque mondiale pour mesurer le seuil de pauvreté - 1 dollar par personne et par jour de pouvoir d'achat – on aboutit à 90 millions de paysans, soit un peu plus de 10 % de la population rurale. Ce n'est pas non plus énorme ; dans cette paysannerie massivement pauvre, les plus pauvres des pauvres, qui ont des problèmes alimentaires, sont situés dans des zones très marginales aux conditions locales très dures.

Pourquoi les revenus paysans sont plus élevés dans l'Est ? Principalement grâce au nombre plus élevé de petites industries rurales, qui fournissent des salaires complémentaires aux paysans. Mais aussi en raison de cultures de meilleur rapport comme les fruits et les légumes. Plus diversifiées, ces agricultures de l'Est bénéficient de la croissance économique du pays, portée par les régions côtières où se concentrent les industries d'exportation. Quant aux régions du centre de la Chine, elles se consacrent aux grandes cultures - le grain, le coton, les

oléagineux - qui ne suffisent pas pour vivre décemment : là encore, les paysans complètent leurs revenus comme ils le peuvent avec des petits boulots ou par les revenus des migrants. Il existe encore bien d'autres dichotomies dans cette économie paysanne traditionnelle. Ainsi, des secteurs entiers de l'agriculture lui échappent ! Le tiers des cochons et la moitié des volailles viennent d'élevages hors sol de très grande taille – je crois que Alain Pouliquen en a visité un de 40.000 têtes près de Wuhan. Dans les environs de Pékin ou de Canton, ces élevages énormes sont dirigés par des entrepreneurs à la tête d'ouvriers. Ces dirigeants, qui ont des relations privilégiées avec des abattoirs et des restaurants, commencent même à pratiquer une intégration de l'aval au niveau de la chaîne qui exclut totalement les familles paysannes. Celles-ci ne parviennent pas à profiter de cette nouvelle agriculture en périphérie des grandes villes, que ce soit l'élevage ou les cultures de légumes.

Coincés sur leurs terres

Au moment de la décollectivisation, plus de 60 % de la main-d'œuvre totale de la Chine était agricole et cultivait la terre. A présent, selon les chiffres officiels, ce taux serait de 42 %, mais il est surestimé, selon moi, car il intègre des migrants dans les actifs agricoles. Ce sont ces migrants qui apportent des revenus non agricoles à l'économie paysanne, ainsi que la main d'œuvre rurale non agricole.

D'abord, à la campagne, il y a 150 millions d'actifs qui travaillent dans les petites entreprises de bourgs et de cantons, qui se sont beaucoup développées entre 1985 et 1995. Cela a permis une mobilité professionnelle aux paysans, qui ont quitté la terre sans pour autant, au début, quitter leur canton. Aujourd'hui, il semble que les petites industries rurales plafonnent au niveau de leur capacité d'absorption de la main-d'œuvre d'origine paysanne, surtout dans le centre de la Chine. Elles ne sont plus concurrentielles par rapport aux petites industries côtières d'exportation, qui bénéficient de fonds chinois ou étrangers. Si les paysans veulent donc trouver du travail non agricole, ils doivent à présent migrer.

Ils le font temporairement : quelques mois de l'année, ils travaillent hors de leur canton pour compléter le revenu familial. Une partie va travailler dans les grandes villes des provinces, une autre partie part dans les grandes métropoles de l'Est, à Shanghai (et le Jiangsu,) ou à Shenzhen (dans le Guangdong). Ces migrants seraient également au nombre de 150 millions de personnes. En fait, nous avons du mal à estimer précisément cette population flottante qui augmente chaque année, malgré les freins administratifs.

Car si ces migrants reviennent au moins une fois par an à la campagne, c'est tout simplement parce qu'ils ne peuvent pas s'installer avec leur famille dans les villes à cause de l'enregistrement civil, hérité de la collectivisation : quiconque naissait dans les communes populaires était inscrit dans ces registres tenus par la police, et était enregistré comme population agricole, « coincée » sur le lieu de naissance. Les communes ont certes disparu, mais le livret des paysans mentionne toujours leur appartenance à la population agricole, avec ses inconvénients, comme la scolarité payante, à l'inverse des citoyens. De même, le droit aux soins est très limité. Certaines usines font des contrats dans lesquels il est précisé que, en cas d'accident, l'usine n'est pas responsable ! Voilà pourquoi les migrants gardent leur lopin au village, faute de pouvoir installer leurs familles dans les villes.

L'école et le désespoir paysan

Cette main-d'œuvre bon marché contribue fortement à la croissance économique de la Chine, tirée par les exportations, qui contribuent à hauteur de 30 % aux ressources du pays. Voilà une étrange coexistence entre l'économie quasi capitaliste de la région côtière – environ 100 millions de citoyens ont un mode de vie quasiment occidental, avec une voiture, la télé,

Internet...-, une économie sinistrée dans les vieilles zones industrielles du Nord-Est avec les grandes industries d'Etat déficitaires, qui attribuent des salaires de misère et pratiquent couramment le chômage technique, et l'économie paysanne qui soutient avec ses migrants l'essor du pays.

Les autorités chinoises ne parviennent pas à résoudre le problème de la pauvreté paysanne. Des réformes sont cependant en cours, comme la suppression de la taxe agricole en 2006. Sauf que les gouvernements locaux vont continuer, comme ils l'ont fait par le passé, à accabler les paysans de surcharges fiscales illégales. Un second chantier est également lancé, concernant la gratuité de l'école à la campagne. Mais qui va apporter les 50 milliards de yuans que les paysans donnent de la main à la main à l'instituteur ? Pas l'Etat. Personnellement, je doute que cette gratuité soit mise en place et c'est un drame pour les paysans chinois. S'ils arrivent à payer le collège, c'est déjà beaucoup. Le lycée est hors de portée. Or traditionnellement, l'école est très importante en Chine, c'est l'héritage du confucianisme. D'où un désespoir paysan. Avec des histoires tragiques : la presse chinoise a raconté l'histoire d'un brillant élève de terminale qui n'a pas pu se présenter au concours d'entrée à l'université du fait que ses parents n'avaient pas payé au lycée la totalité de la somme qu'ils devaient. Le gamin s'est jeté sous un train.

Malgré tout, la mutation des campagnes suivra son cours, les autorités tentant, par le biais fiscal, de pallier les plus grandes inégalités. Mais il faut compter avec une bureaucratie locale proliférante et extrêmement corrompue. De plus, le gouvernement n'a pas l'argent nécessaire pour fournir les soins et l'éducation à la main-d'œuvre migrante. Sans oublier qu'il n'y a aucun dialogue entre le peuple et les gouvernants. Dans les campagnes, les syndicats sont interdits. Le paysan est donc tout seul face au bureaucrate ou au grand commerçant.

Il s'agit là, bien sûr, de problèmes économiques propres aux pays en voie de développement, avec la dualité villes/campagnes, les désarticulations, etc. mais auxquels s'ajoute une structure de pouvoir totalitaire exacerbant les conflits nés de transitions douloureuses.

En débat

Un système indéfendable, mais qui permet des arrangements et des tricheries...

En une période où les révoltes paysannes chinoises font de nouveau la Une des médias, bon nombre de questions, ce soir-là, tournaient autour du régime chinois. En quoi pourra-t-il continuer à assurer l'auto-suffisance alimentaire ? Quels sont ces maux principaux pour les paysans ? Peut-on envisager une troisième voie possible, entre communisme et capitalisme ? Notons entre autres les interventions d'une jeune chinoise, actuellement étudiante en DEA d'économie à Toulouse, et de Alain Pouliquen, chercheur de l'Inra spécialiste des pays d'Europe centrale et de l'Est.

Les princes rouges

Question dans la salle : Je travaille sur la Chine pour Amnesty International et je voudrais insister sur l'énorme hiatus qu'il y a entre l'appareil législatif et la réalité du terrain. Sur le papier, le dispositif paraît satisfaisant : il existe un salaire minimum, l'éducation est gratuite, les hôpitaux corrects...Sauf que ces lois ne sont plus appliquées. Vous avez parlé de l'école

payante dans les campagnes et du système de santé à deux vitesses. Effectivement, on voit en Chine des hôpitaux extrêmement luxueux dans les villes tandis que, dans les campagnes, les petits dispensaires sont en train de disparaître faute d'entretien et de personnel. De plus, des fonctionnaires corrompus et des membres du parti communiste qui ne pensent qu'à s'enrichir ont mis en place un système de pouvoir trompeur. Ainsi, ont émergé ce qu'on appelle les « princes rouges », dans les campagnes mais aussi dans les villes : ils dirigent des coopératives rurales industrielles qui sont gérées en sous-main par un responsable du parti.

Claude Aubert : L'ancien système n'était pas meilleur que le présent. Il faut être clair : la collectivisation, pour la paysannerie, c'était le servage. Quand il faut un tampon du secrétaire du parti pour aller voir un parent à 50 km, ce n'est pas la liberté...

La même personne : Oui, les libertés n'étaient pas respectées. Mais du point de vue économique, les Chinois avaient un petit peu plus de garanties qu'actuellement. D'ailleurs, les écarts se creusent de plus en plus d'une région à l'autre.

La Chine pourra-t-elle continuer à se nourrir ?

Alain Pouliquen : Cette agriculture de semi-subsistance, avec la montée en puissance du développement industriel et des villes, a remarquablement réussi à nourrir le pays malgré son caractère apparemment primitif : elle arrive à des rendements remarquables compte tenu du faible engagement de capital, comme l'a souligné Claude Aubert. Mais on la surexploite, à travers l'impôt. D'un autre côté, les revenus familiaux proviennent de plus en plus de l'extérieur. Tous ces mécanismes ajoutés à l'augmentation du pouvoir d'achat dans les grandes villes, amènent à mettre en doute la capacité de la Chine à continuer à se nourrir aussi massivement sur la base de l'agriculture paysanne et de l'économie de subsistance. D'où sans doute l'émergence de complexes avicoles et porcins qui pèsent déjà très lourd.

Claude Aubert : D'après l'annuaire chinois de l'élevage, en 2003-2004, 32 % des porcs abattus sont issus d'élevages de plus de 50 têtes. Or on ne peut pas nourrir 50 têtes sur un demi-hectare. Ces élevages ne sont donc pas paysans : c'est du hors sol...

Alain Pouliquen : Mais leur aliment du bétail provient-il essentiellement de l'importation ou est-il issu de la céréaliculture chinoise ? Bref, ce système va-t-il pouvoir se poursuivre longtemps ?

Claude Aubert : Le problème posé est celui de l'autosuffisance.

Les grands élevages à proximité des grandes villes sont destinés à l'alimentation des urbains, pas à celle des paysans. Que ces élevages soient nourris à partir de produits importés, à la limite, cela a peu d'importance. Cette alimentation animale est à base de maïs et de tourteaux de soja. Pour le soja, 20 millions de tonnes sont importées, principalement du Brésil et des USA, et 15 millions de tonnes sont produites chaque année en Chine. La province du Heilongjiang en fournit le quart. Quant au maïs, la Chine en est encore exportatrice (4 millions de tonnes en 2004), au grand étonnement des autres pays producteurs. Pour l'autosuffisance alimentaire en matière de viande, la petite exploitation paysanne fournit le monde rural, et les grosses exploitations hors sols fournissent les villes. Cela fonctionne.

En termes de céréales, la Chine est jusqu'à maintenant largement autosuffisante, malgré une baisse vertigineuse de la production des « grains » (céréales, soja et tubercules) au début de cette décennie due à une chute des prix. Dans les années 90, en effet, les dirigeants chinois, forts d'un livre de Lester Brown qui avait prédit que la Chine affamerait le monde, ont

encouragé la production de grains, avec un phénomène de spéculation sur les prix qui a généré une accumulation des stocks absolument faramineuse. Puis la bulle spéculative a éclaté, les prix se sont effondrés, les paysans ont liquidé leurs stocks et ont limité leurs surfaces récoltées. Ce qui fait que, depuis l'année 2000, la Chine connaît des déficits en grains de l'ordre de 30 à 50 millions de tonnes (10% environ de la production, soja compris), ce qui est quand même considérable. Les stocks étatiques s'épuisant, l'année dernière, le marché a commencé à se tendre, les prix à remonter et la production à augmenter. Il n'y a plus de prix de quotas ni de prix de soutien. Seul reste le prix du marché, mais qui reste encore trop bas pour assurer au paysan un revenu décent.

Le problème, c'est le blé et le riz : si les paysans, qui fonctionnent pour l'autoconsommation, considèrent qu'ils ne sont plus obligés de livrer si le prix n'est pas intéressant, ils ne produiront pas au-delà de leurs besoins de récolte. L'année dernière, le relèvement de 30 % à 40 % du prix des grains a suffi pour faire passer la récolte de 430 millions de tonnes à 470. Cela signifie que, pour l'instant, le marché fonctionne, évitant des importations massives. A ce propos, la Chine a mis des garde-fous à l'ouverture lors de son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, en mettant en place des quotas d'importations de céréales à l'intérieur desquels on ne paie pas de taxes douanières. Ces quotas ont été calculés sur le montant historique des importations chinoises, soit 22 millions de tonnes au prix du marché mondial. Au-delà, il y a protection des marchés intérieurs. Les prix à la frontière des importations sont d'ailleurs relativement équivalents aux prix intérieurs, compte tenu de ce que les variétés importées sont généralement différentes de celles produites en Chine. En revanche, s'il y a une réévaluation du yuan, les prix à l'importation s'effondreront et les prix intérieurs ne seront plus compétitifs.

Il y a plein de manières de tricher

Quelqu'un dans la salle : Je voulais vous demander comment étaient fixés les prix mais vous venez de répondre : avant ils étaient administrés, aujourd'hui ils sont fixés par les marchés. Mais alors, sur quelle base sont fixés tous ces impôts qui accablent les paysans : sur la terre qu'ils utilisent, sur un revenu qu'on estime ?

Claude Aubert : De tout temps en Chine, la superficie cultivée est la base de calcul des impôts. Aujourd'hui, il s'agit d'une surface sous contrat, résultant de la division et des échanges avec les voisins ou la famille. C'est à partir de cette dernière que la majeure partie des taxes est calculée. S'y ajoutent quelques taxes à la tête. Par exemple, lorsqu'on construit un pont dans un village, chaque habitant paye tant de yuans.

Autre précision : même du temps de la collectivisation, les communes étaient obligées de livrer aux villes l'ensemble des surplus paysans. Ils étaient fondés sur la superficie locale multipliée par le rendement de telle ou telle année. Du coup, cette superficie, dès la collectivisation, a été sous-estimée volontairement par les paysans. Ainsi, un recensement aérien réalisé à la fin des années quatre-vingt a fait apparaître 144 millions d'hectares cultivés, contre seulement 95 millions d'hectares selon les chiffres officiels ! Quant au recensement agricole en l'an 2000, il est basé sur les chiffres du recensement aérien des années 80, auxquels les autorités locales ont retranché les terres qu'ils avaient perdues et ajouté les terres qu'ils avaient défrichées. Ce qui donne 130 millions d'hectares cultivés mais les superficies récoltées restent toujours les mêmes : 155 millions d'hectares. Cela n'a pas de sens au regard des doubles récoltes. Cela signifie que les superficies récoltées sont elles aussi sous-estimées. Il y a plein de manières de tricher. Dans le sud de la Chine, si on défriche une terre de pente, on ne la déclare pas : ce ne sont pas les inspecteurs qui vont grimper là-haut pour aller contrôler les petits lopins. Rien qu'avec ce système, les surfaces « au noir »

totalisent la moitié de la superficie cultivée au Guizhou et au Yunnan ! Ailleurs, on triche sur les unités de mesure. Tout le monde le sait. Un paysan que j'interrogeais dans les années 80 s'était emmêlé dans les chiffres de ses superficies cultivées, ce qui conduisit alors le responsable du canton à me confier qu'il y avait deux comptes : l'un, réel, pour les comptes d'exploitation, l'autre, sous-estimé, pour les autorités et les taxes.

Des exportations peu menaçantes

Quelqu'un dans la salle : L'actualité nous rappelle qu'il y a une volonté d'exportation de certains produits, notamment dans le textile. Est-ce que pour l'agriculture, il existe aussi des stratégies d'exportation et sur quels produits ?

Une autre personne : Pour renchérir, je signale qu'un récent article de La Dépêche du Midi mentionnaient les craintes du gérant d'une PME toulousaine de négoce de fruits. Son constat est simple : la production de pommes en France se situe autour de 1,9 million de tonnes alors que celle de la Chine est estimée à 25 millions de tonnes. Cette PME, qui réalise la moitié de son chiffre d'affaires à l'international, n'exporte déjà plus vers l'Asie du Sud-Est, elle s'est retirée du Proche-Orient et elle craint maintenant les pays d'Europe de l'Est.

Claude Aubert : C'est une illustration encore de l'autosuffisance alimentaire de la Chine : la balance du commerce extérieur de l'agroalimentaire, jusqu'en 2003, était excédentaire. Patatras, l'année dernière, la Chine a enregistré 5 milliards de dollars de déficit. Les autorités veulent donc renforcer la capacité productive globale de l'agriculture, et donc ses capacités d'exportation. Les documents officiels qui en font état relèvent évidemment de la propagande. Ceci dit, je pense que Wen Jiabao, le Premier ministre, est un réformiste intelligent et il a, je pense, une conscience claire des problèmes paysans. Mais il est en même temps dans un système de pouvoir totalitaire qui ne permet pas aux paysans d'avoir leur représentation, avec une bureaucratie très lourde et des contraintes économiques difficilement contournables.

Pour en revenir aux exportations chinoises, elles sont très ciblées : ce sont les produits de la pêche, les conserveries et, évidemment, les légumes et les fruits, dont les pommes. Restent les questions du transport et des normes phytosanitaires. Les Chinois disent que le déficit est dû à ces normes, notamment pour les produits animaux ou végétaux qui ne parviennent pas à passer les frontières. Ils ont raison, d'ailleurs. Pour la petite paysannerie, produire des pommes aux normes, sans trop d'insecticides, ce n'est pas évident. A l'inverse, la stratégie des grandes multinationales pour les fruits et légumes consiste à louer d'immenses surfaces – ça se fait, par exemple, pour les agrumes –, celles de fermes privées ou d'anciennes fermes d'Etat, qui sont sous contrat avec ces firmes. Aussi, craindre les menaces de l'agriculture est-il peu fondé : les multinationales sont déjà sur place pour veiller au grain !

Sans oublier, comme je le disais, que ce sont donc des secteurs très ciblés : les champignons, l'ail ... cela ne fait pas l'agriculture mondiale. D'autant que la Chine risque d'être très dépendante des marchés extérieurs. C'est déjà le cas pour le soja, ce le sera à terme pour le maïs et peut-être pour le blé.

Les jacqueries et le régime politique

Cao Yiwen : En tant que Chinoise, je m'intéresse à la manière dont la Chine peut sortir de ce dilemme. Bien sûr, vous ne répondrez pas aujourd'hui, mais j'aimerais bien savoir quelles sont, d'après vous, les causes de ces maux. Et parmi ces maux, les principaux sont-ils du côté du régime de la propriété foncière ?

Claude Aubert : L'argument, pour la propriété foncière, consiste à dire que les paysans n'ont pas accès au crédit parce qu'ils n'ont pas de collatéraux. Et c'est vrai que les coopératives rurales de crédit ne prêtent pas aux paysans. Ces derniers vont donc plutôt voir leur cercle d'amis et de parents en cas de besoin. C'est l'essentiel du financement des petites entreprises familiales. Quand on a besoin d'un crédit pour la production, un sac d'engrais ou autre, c'est pareil. En cas de crise de liquidités, on emprunte. Dans les villages, il y a toujours un prêteur. C'est parfois même le secrétaire du parti. Il y a d'ailleurs un prix officieux du marché de l'argent, qui doit être de l'ordre de 35 %. Et puis il existe aussi les tontines, qui peuvent être à taux usuraire.

Sinon, pour les petites sommes d'argent, elles sont prêtées par les amis. Dans la société paysanne, cela correspond à ce qu'on appelle "les sentiments humains", une réalité très codifiée qui fait fonctionner des réseaux d'échanges et de cadeaux. Chaque somme n'est jamais énorme, mais au total, cela représente beaucoup de liquidités. Dans une enquête faite par un de mes étudiants, ces frais qui ne sont pas comptabilisés par les bureaux de statistiques, représentaient le deuxième poste de dépense monétaire après la nourriture et avant l'éducation. C'est énorme.

Quelqu'un dans la salle : J'aimerais savoir si les paysans pauvres qui voient la montée de l'Est, ont le même état d'esprit que les agriculteurs français qui craignent les dégâts de la mondialisation?

Claude Aubert : Malheureusement, mes conditions d'enquête en Chine, où je suis toujours accompagné d'un policier, font que je ne peux poser que des questions objectives et factuelles aux paysans : quelle est votre surface réelle, combien de lopins, qu'est-ce que vous avez fait l'année dernière, combien d'engrais, combien de semences, à quel prix... ? Je ne pourrai jamais leur demander : vous êtes heureux ou pas heureux ? Ma femme avait mené une enquête avec moi dans un petit village de Taiwan, où nous sommes restés un an et où les paysans ont commencé à lui parler de leurs vrais problèmes, mais seulement dans les trois derniers mois.

En revanche, à voir l'ampleur des jacqueries, on se dit qu'il y a une perte de légitimité du régime.

Quelqu'un dans la salle : Pensez-vous que l'on peut attendre de la part de cet Empire du Milieu qu'il trouve une troisième voie entre communisme et capitalisme ?

Claude Aubert : C'est une dictature militaire et politique, alliée à un capitalisme moitié privé moitié d'Etat, où les banques sont encore très largement contrôlées par les fonctionnaires. Il y a donc déjà des coexistences de modèles différents. Par exemple l'alliance de la bureaucratie et du commerçant.

Quelqu'un dans la salle : Je pense qu'il nous est très difficile de penser d'analyser un régime comme celui-là, tant nos cultures diffèrent.

Claude Aubert : Un Chinois ne pense pas si différemment que ça d'un Français. Les paysans chinois ressemblent étrangement aux paysans français. L'économie paysanne est le produit d'une mentalité, d'une culture. Le problème est que les dirigeants chinois ont bien compris que, vu l'immensité du pays et son homogénéité due à 2000 ans d'Empire, il n'était pas question de libéraliser le moindre secteur. Car dès qu'on commence à admettre qu'il puisse y avoir un parti concurrent, tout s'écroule. C'est aux Chinois de dire ce qui vaut mieux. Sont-ils prêts à vivre le chaos qui pourrait suivre une démocratisation du pays ? Taiwan a mis

30 ans pour s'en sortir. Et les démocrates ont payé le prix. Il faut savoir que si la femme du président actuel de Taiwan est hémiplegique, c'est parce qu'un fort à bras du Kuomintang lui a roulé dessus avec un camion....

Je n'ai pas répondu à la question sur la propriété foncière. En fait, je suis contre sa privatisation. C'est une propriété collective dont le propriétaire est de fait le chef du village, ou le secrétaire du parti, qui augmente sa rente comme il veut. Si une société étrangère s'implante, elle achète la terre selon l'arbitraire le plus total puisqu'il n'y a pas de marché foncier. Les paysans ne sont donc absolument pas protégés malgré la loi existante, censée garantir les droits des paysans et la légalité de leurs baux de fermage. Mais si on privatise, c'est à celui qui deviendra le plus riche le premier que reviendra la propriété des terres. Ce sera pire. Il y aura énormément de paysans marginaux sans terre. A la limite, mieux vaut un système opaque mais qui est suffisamment informel pour permettre les arrangements entre voisins plutôt qu'une privatisation qui risque de priver les paysans de ce filet de sécurité que constitue la terre. Le système actuel n'est certes guère défendable, mais il fonctionne.

Pour en savoir plus

Politiques agricoles chinoises : la porte étroite, Claude Aubert. L'économie mondiale 2006, La Découverte, 2005, pp 69-83.

Le devenir de l'économie paysanne en Chine, Claude Aubert. Revue Tiers Monde, t.XLVI, n°183, juillet-septembre 2005, pp 491-515.

Sous-emploi agricole et migrations rurales en Chine, faits et chiffres, Claude Aubert et Li Xiande, Perspectives chinoises n°70, mars-avril 2002, pp. 49-61. Téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante www.cefc.com.hk/fr/pc/articles/art_ligne.php?num_art_ligne=7005

Les paysans de Mancang, Chronique d'un village taiwanais, Y.Cheng, C.Aubert. 2003. Ed. Karthala, 386p.

Ces articles et la présentation du livre sur Mancang sont téléchargeables sur le site de l'unité MONA de l'INRA :

http://www.ivry.inra.fr/mona/publications_chercheurs/Publis-Resumes/Pub_Aubert.html